

RENCONTRES DE L'IDIES 2011

Vers l'économie soutenable

TABLE RONDE ANIMÉE PAR SANDRA MOATTI, IDIES



La sortie du paradigme productiviste passe aussi par l'élaboration de nouveaux outils capables d'orienter les politiques publiques et l'économie dans son ensemble dans le sens de la soutenabilité. Quel rôle peuvent jouer les nouveaux indicateurs de richesse ou les instruments monétaires qui privilégient l'échange sur l'accumulation ? Comment intégrer les limites de la biosphère dans la macroéconomie et dépasser le débat entre croissance et décroissance ?



Wojtek Kalinowski,
INSTITUT VEBLÉN POUR LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES

Du développement durable à l'économie d'état stationnaire

Herman Daly a observé il y a déjà fort longtemps, dans l'introduction à son ouvrage classique *Steady-State Economics* (1977), toute la faiblesse d'une science économique qui peine à reconnaître que certains problèmes d'économie politique ne possèdent aucune solution d'ordre technique ou scientifique, mais bel et bien une solution d'ordre moral. Le terme de « développement durable » pointe un tel problème, ou plutôt tout un nœud de problèmes imbriqués les uns dans les autres, quels que soient les efforts pour broyer la question dans le jar-

gon mathématique. « *Si le paradigme sous-jacent et les valeurs qui le sous-tendent ne changent pas, affirme Daly, aucune habileté technique ni intelligence manipulatrice ne pourra résoudre nos problèmes ; en réalité, elles vont encore les aggraver.* »

Avouons que c'est à la fois du bon sens et une position radicale qui, sans nous dispenser des efforts théoriques ni des exercices chiffrés, nous invite néanmoins à nous départir des faux espoirs de pouvoir confier toute la question au vieux couple « expert – politique », le premier livrant au

second, clefs en main, les politiques publiques à conduire. C'est déstabilisant pour les deux, tant ils se sont habitués l'un à l'autre, mais un changement systémique ne se décrète pas ; or, si la transition social-écologique veut dire quelque chose, c'est bien une transformation sociale profonde, celle des rapports sociaux, des valeurs et des habitudes de la vie quotidienne, à un degré qui pourrait surprendre les tenants de la « croissance verte ».

Ce mot de précaution vaut également pour les efforts visant à construire une macroéconomie de la durabilité : il ne s'agit là que d'explicitier nos choix collectifs en les projetant dans le temps et à l'échelle « macro », tout le travail politique pour les voir réalisés reste encore à accomplir. A titre d'exemple, à supposer même que nous arrivions un jour à mesurer les flux de matière et d'émissions incorporés dans les produits et services, tout au long de la chaîne de valeur jusqu'au recyclage – au ●●●

"LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE NÉCESSITE DES INVESTISSEMENTS DE LONG TERME GÉRÉS PAR LES ACTEURS PUBLICS, LES ACTEURS PRIVÉS PRÉFÉRANT DES INVESTISSEMENTS PLUS PROFITABLES À COURT ET MOYEN TERMES."

●●● lieu de nous satisfaire des données brutes de consommation domestique et des importations –, une telle comptabilité des flux de matière-énergie ne serait qu'un outil, la vraie solution serait de savoir s'en servir.

LA QUESTION DE L'ÉCHELLE

La question vaut néanmoins qu'on s'y attarde : à quoi ressemblerait et à quoi servirait une macroéconomie de la transition sociale et écologique ? Les classiques d'économie écologique

comme Joshua Farley, Robert Constanza ou H. Daly répondent qu'ils ne font qu'ajouter, aux deux notions clés de la science économique que sont l'allocation et la distribution, une troisième, celle de l'échelle, de la « taille » de l'économie dans son ensemble par rapport à la biosphère et les écosystèmes dans lesquels elle fonctionne. A une structure de distribution donnée, le marché parfait des économistes allouera les ressources de façon optimale (selon la définition de Pareto), mais ce n'est pas le marché qui pourra établir une structure de distribution « optimale » ; celle-ci pré-

suppose des critères éthiques extérieurs. De même, à toute échelle donnée, le marché parfait imaginé par les économistes pourra allouer les ressources de façon optimale, mais ce n'est pas le marché qui peut déterminer la question de l'échelle optimale ; celle-ci présuppose des critères écologiques exogènes.

Arriver à intégrer la question de l'échelle dans la macroéconomie, c'est bien l'objectif affiché des chercheurs

comme ceux que nous venons d'évoquer. D'après Tim Jackson (1), le but de l'exercice est d'explorer les aspects suivants : le comportement d'une économie soumise à des objectifs exogènes d'émissions et d'usage des ressources naturelles ; le potentiel d'un ratio investissement/consommation élevé ; le rôle de l'investissement public et de la consommation publique ; la stabilité d'une économie dont la consommation privée ne croît que lentement, voire pas du tout ; la stabilité d'une économie dont la demande agrégée ne croît que lentement, voire pas du tout.

Admettons que ce travail de modélisation n'en est qu'à ses débuts, et même que les premiers résultats ne sont pas entièrement satisfaisants. Toujours est-il que le point de départ, la critique de la comptabilité nationale actuelle, est valable. En mesurant la demande agrégée (consommation privée, dépenses publiques, investissement), explique Jackson, nous ne distinguons pas assez les différents types de matières et d'énergie utilisés, et le même problème se pose du côté des facteurs de production. Si la croissance n'est pas séparable de la croissance physique, et si les limites physiques se manifestent de plus en plus clairement, ne faut-il pas chercher un modèle de développement qui assure la qualité de vie et l'emploi sur une autre base que la croissance, ou en partant de l'hypothèse d'une croissance structurellement limitée ?

L'une des rares tentatives concrètes pour modéliser un tel scénario a été réalisée par un groupe de chercheurs autour de l'économiste canadien Peter Victor (2), une autre est actuellement menée par la New Economic Foundation au Royaume-Uni. Dans le cas canadien, le modèle puise ses paramètres dans les données de la comptabilité nationale et simule l'évolution du PIB, de la balance fiscale, du chômage, mais aussi des émissions de gaz à effet de serre, de la pauvreté, des inégalités mesurables, etc. Il permet d'évaluer les implications économiques

des limites exogènes imposées à l'usage des ressources naturelles, de mesurer l'impact économique du changement des écosystèmes, de distinguer différentes formes d'énergie, etc. Plus généralement, il tente de rompre avec l'idée que les facteurs de production sont substituables, lui préférant une substituabilité limitée ou bien une complémentarité des différentes ressources. Ce point est crucial, car la réponse des économistes classiques à l'économie écologique est de dire que la rareté est toujours relative, jamais absolue : une ressource devenue plus rare sera remplacée par une autre. Une macroéconomie de la durabilité doit au contraire partir de la rareté absolue.

Le modèle de Victor débouche sur plusieurs scénarios pour la période étudiée (2005-2035) ; dans le scénario « catastrophe », les limitations physiques « cassent » la croissance et génèrent des dommages collatéraux sociaux colossaux, avec un taux de chômage qui grimpe et des inégalités sociales qui se creusent rapidement. Dans le scénario « résilience », en revanche, une stabilisation des émissions est obtenue tout en préservant l'emploi et réduisant les inégalités. Qu'est-ce qui différencie ces deux scénarios ? Deux variables, surtout : la structure de l'investissement et le partage du temps de travail. Dans le scénario « résilience », l'investissement privé baisse progressivement au profit des investissements publics ; comme l'explique Victor, la transition écologique nécessite des investissements de long terme gérés par les acteurs publics, les acteurs privés préférant d'autres types d'investissements, plus profitables à court et moyen termes. Quant au partage du temps de travail, c'est la variable clé pour partager les efforts liés à la transformation du tissu économique et l'extinction progressive du « moteur croissance ».

Il va sans dire que ces scénarios « macro » reposent sur des présupposés forts au niveau microéconomique : le partage du travail ne sera ●●●

1. *Prosperity without Growth: Economics for a Finite Planet*, [Tr. Française : Prospérité sans croissance : La transition vers une économie durable, De Boeck 2010].

2. *Managing Without Growth: Slower by Design, Not Disaster*, Edward Elgar Pub, 2008.

●●● réellement possible qu'avec un marché du travail fondé sur la mobilité sécurisée, capable de mieux apparier l'offre et la demande que ce n'est le cas actuellement, ce qui exige à son tour un faible niveau d'inégalités au départ, etc. Une réduction radicale du temps travail est par ailleurs indissociable du passage de l'idéal du plein-emploi à la « pleine-activité » (pour reprendre un terme des années 1990), où le temps libéré est consacré à la coproduction de certains services sociaux, aux activités locales d'utilité publique, etc.

Sans aller plus en détails dans ce débat, rappelons simplement la vision générale dans laquelle ces efforts de modélisation s'inscrivent. L'enjeu d'une « autre » macroéconomie soulève en réalité une double question : qu'est-ce qu'une économie soutenable, au juste ? D'autre part, quels sont les outils pour transformer l'économie dans le sens de la durabilité ? Les deux questions sont étroitement liées, car pour construire un outil, il faut savoir à quoi il doit servir.

« LA NAVETTE SPATIALE TERRE »

Les outils de la transition écologique ne manquent pas : l'écologie industrielle élabore des boucles du « métabolisme territorial », les entreprises explorent le potentiel de l'économie de fonctionnalité, les nouveaux indicateurs mettent au défi le statut dominant du PIB comme clef de lecture du progrès, les propositions fleurissent en matière de fiscalité verte et de quotas d'émission, la restauration collective découvre l'intérêt des circuits courts alimentaires, les outils de traçabilité permettent de gérer le cycle de vie des produits tout au long de la chaîne, les adeptes des « Commons » d'Elinor Ostrom opposent la gestion locale et participative des biens communs aux solutions « tout marché » mais aussi au « tout Etat »...

Parce qu'il présuppose des citoyens actifs et désireux de prendre en main leur destin, ce dernier exemple fait le

lien avec un autre type d'outils, à savoir toutes ces innovations locales menées par des hommes et des femmes qui inventent, bon gré mal gré, des modes de vie nouveaux, souvent dans un cadre contraignant et en s'attirant des regards amusés de la société environnante. Après le *slow food*, les *slow cities* ; après le commerce équitable, les « consomm'acteurs » et les objectifs de croissance ; après les Agenda 21, les collectifs « Villes en transition » préparant la vie après le pétrole, etc. Les économistes s'y intéressent rarement, mais si l'analyse de H. Daly est juste, alors nous avons besoin de tenir ensemble les différentes échelles du changement social.

Quoi qu'il en soit, ce foisonnement d'idées « macro » et « micro », au centre et à la périphérie, témoigne à sa façon d'une certaine frustration devant les approches actuelles du développement durable, et des résultats accomplis en la matière. Vingt ans après la première conférence de Rio et vingt-cinq ans après la publication du rapport Brundtland, les doutes percent jusqu'au *mainstream* de la pensée économique. Aussi le représentant d'un des « fleurons » de l'industrie française, François Grosse de Veolia Environnement, reconnaît-il qu'« à très long terme l'idée d'une décroissance matérielle est incontournable, dans la mesure où nous vivons dans un environnement physiquement limité et que les ressources de notre planète ne sont pas inépuisables ». Certes, l'aveu est suivi aussitôt des assurances que « la perspective d'une décroissance reste aujourd'hui extrêmement éloignée et nous sommes bien en peine d'imaginer à quoi elle ressemblera. Car il y a dans cette idée des points cruciaux qui interrogent les fondements mêmes de l'économie : comment imaginer par exemple de faire tourner une économie, de motiver les différents acteurs à investir, à immobiliser du capital, sans "récompense" à court ou moyen terme ? ». (3)

Cet exemple est instructif précisément en ce que la contradiction entre le temps court et le temps long n'est pas vraiment levée : elle reste là, troublante, pointant un avenir incertain. Pour reprendre la métaphore de Kenneth Boulding, un précurseur en la matière, de plus en plus d'acteurs comprennent que nous sommes en train

de passer d'une « économie du cowboy », celle des grands espaces ouverts et des ressources naturelles inépuisables, à la « navette spatiale Terre », un système clos incapable de croître, ne recevant de l'extérieur que l'énergie solaire. Aussi est-il devenu banal de dire que l'économie ne tourne pas dans le vide, qu'elle est insérée dans une biosphère avec laquelle elle interagit sans cesse, en prélevant tout ce qu'il y a à prélever et rejetant tout ce qu'il y a à y rejeter. Au vu de tous nos rejets et leurs effets secondaires sur les écosystèmes et la biodiversité, qui risquent d'imposer les vraies limites à la croissance bien avant que ne commencent à se réaliser les pronostics d'épuisement des ressources, on peut évidemment être pessimiste. Toujours est-il que notre regard sur l'économie, sa matérialité même, change.

Ce changement nous rapproche de la vision évoquée par H. Daly dans l'ouvrage déjà cité, (et que l'on retrouve facilement dans l'histoire de la pensée économique, chez John Stuart Mill et d'autres), celle d'une « écono- ●●●

"L'ÉCONOMIE NE TOURNE PAS DANS LE VIDE, ELLE EST INSÉRÉE DANS UNE BIOSPHERE AVEC LAQUELLE ELLE INTERAGIT SANS CESSÉ, EN PRÉLEVANT TOUT CE QU'IL Y A À PRÉLEVER ET REJETANT TOUT CE QU'IL Y A À Y REJETER."

3. « Vers une écologie industrielle », ParisTech Review, entretien paru le 21 décembre 2011, accessible en ligne www.paristechreview.com/2011/12/21/écologie-industrielle.

"TOUTE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE COMPORTE UNE PART DE DÉGRADATION IRRÉCUPÉRABLE."

●●● mie d'état stationnaire», à savoir une économie dont le stock de capital physique et la population reste constants. Puisque ce stock de capital physique doit être entretenu en permanence, il doit respecter un volume global que l'on peut régénérer dans des limites physiques. La question n'est pas tant de choisir entre croissance et décroissance : les deux sont possibles mais toujours en tant que phases intermédiaires, comme un passage d'un état stationnaire à l'autre.

DE LA « VALEUR » ABSTRAITE À LA MATIÈRE-ÉNERGIE

Paradoxalement, le retard est peut-être le plus marquant dans les manuels d'économie, qui abondent d'images de flux circulaires abstraits, reliant la production et la consommation ; dans leur version élémentaire, le flux relie les ménages aux entreprises : les ménages livrent aux entreprises les facteurs de production, les entreprises leur livrent en retour les biens et services. Les versions plus sophistiquées ajoutent plusieurs boucles supplémentaires : la dépense publique, la finance, le commerce international... mais les flux tournent toujours dans le vide et non au sein d'un écosystème. On pourrait croire que ce qui tourne ainsi est une substance abstraite, la « valeur », et non la matière-énergie. La « valeur » se recycle à l'infini ; la production et la consommation sont des flux physiques où une partie d'énergie et de matières transformées dans le processus devient inutilisable à chaque boucle (4).

Autrement dit, l'enjeu d'une « autre » macroéconomie renvoie inéluctablement aux arguments développés dès les années 1960 par Nicholas Georgescu-Roegen (5), le premier à avoir appliqué à l'économie le principe d'entropie et la deuxième loi de la

thermodynamique. Toute activité économique comporte une part de dégradation irrécupérable. Cela vaut de façon évidente pour les énergies fossiles, mais la thèse s'applique aussi à la matière utilisable : l'utilisation de tout bien de consommation comporte une dégradation qui est, en partie, irrécupérable. L'exemple donné par Georgescu-Roegen est la pièce de monnaie : pour tout solide qu'elle paraisse, elle s'use, car les molécules qui s'en détachent échangent après échange sont perdues irrévocablement.

Ce raisonnement jette un profond doute sur les promesses d'un découplage absolu entre la croissance physique et la croissance économique, et c'est bien là le cœur du débat. On évite souvent la question en invoquant le découplage relatif, les gains d'efficacité dans la consommation d'énergie et de matière réalisés grâce au progrès technologique. Il est vrai que

l'intensité énergétique du PIB baisse, comme l'intensité carbone de la production d'énergie, mais il y a une limite à ces gains d'efficacité, et cela pas uniquement à cause de l'effet de rebond qui fait que la consommation globale augmente quand même. A en croire les calculs de Tim Jackson, si l'on considère un monde de demain avec 9-10 milliards d'habitants ayant un revenu comparable au nôtre, l'intensité carbone devrait baisser quinze fois plus vite que le progrès réalisé depuis les années 1980. On peut discuter les détails du calcul à la base de ces estimations, mais l'argument de Georgescu-Roegen est plus fondamental : puisque la croissance immatérielle n'existe pas, l'économie d'état stationnaire s'imposera tôt ou tard. La question est simplement de savoir si nous pouvons anticiper le changement, pour éviter une douloureuse adaptation. ♦



Florence Jany-Catrice,
PROFESSEUR EN SCIENCES ÉCONOMIQUES
À L'UNIVERSITÉ LILLE 1

Quels nouveaux indicateurs de richesse ?

Existe-t-il de bons indicateurs pour réfléchir à la soutenabilité et à la question multidimensionnelle de la richesse ? Le PIB et la croissance ont été élaborés dans un contexte socio-politique extrêmement particulier. D'abord pensé par Simon Kuznets au lendemain de la grande dépression de 1929 et mis en place en 1945 alors que le projet politique était celui d'une reconstruction des sociétés sur une base industrielle et marchande. C'est bien ces deux piliers du projet politique qui ont finalement été accompagnés de l'outil du PIB. Celui-ci devait permettre d'envisager dans quelle mesure la croissance progressait, l'expansion continue des sociétés se

faisant sur cette base industrielle et marchande. La croissance mesure, ou cherche à mesurer, l'expansion des volumes de production, elle est donc d'abord marchande et monétaire. Alors qu'ont été formulées de nombreuses critiques à propos de ces indicateurs de croissance et du PIB, je vais m'attarder sur seulement deux d'entre elles.

CONTRE LE PIB

La première peut presque être qualifiée d'internaliste, et peut être facilement comprise. La croissance économique exprimant l'expansion de volumes, cela pose problème pour un certain nombre d'activités de plus en plus importantes dans nos ●●●

4. Voir à ce sujet « The Circular Flow of Exchange Value and the Linear throughput : A Case of Misplaced Concreteness », article paru initialement dans *Review of Social Economy*, déc. 1985, repris dans *The Steady State Economics*, op. cit., pp. 195-205.

5. Pour un résumé de l'argumentation de Nicholas Georgescu-Roegen par l'auteur lui-même, voir « Energy, Matter and Economic Evaluation : Where do we Stand ? », dans *Energy, Economics, and the Environment*, Hermod Daly & Alvaro F. Umana (éds.), 1981, pp. 43-79.

●●● sociétés. Par exemple, qu'est-ce qu'un « volume » d'éducation ? De santé ? D'aide à domicile ? Ces domaines nécessitent des conventions, pas seulement techniques, mais qui interrogent la représentation que l'on se fait de la finalité de l'activité. Cette critique est interne, car le PIB est constitué aujourd'hui aux deux tiers d'activités de service à propos desquelles on a justement des difficultés à appréhender le « volume ».

La deuxième critique est plus externe : est-ce de l'expansion de volume dont on a besoin quand on vise une production plus durable, des biens de meilleure qualité, plus économique en composants matériels et accessible à tous ou au plus grand nombre ? Il ne faut jamais oublier la question sociale dans le débat sur la soutenabilité. Peut-on donc rester arcbuté sur l'idée que l'on peut avoir une forme de gisement de productivité dans des projets dans lesquels sont nécessaires plus de qualité, plus de durabilité, plus de sobriété et de solidarité ?

ENJEU DÉMOCRATIQUE

Une fois ces critiques établies, disposons-nous de bons indicateurs et comment faire ? Sur ces questions très délicates et complexes, nous ne partons pas de rien. En particulier, il me semble que la sociologie de l'action publique et de la quantification sont tout à fait instructives de ce point de vue. On peut alors partir du constat que nous sommes confrontés dans notre environnement actuel à une double contingence. Tout d'abord, en moins de deux décennies, un ou deux indicateurs ont en quelque sorte kidnappé nos représentations collectives de ce que sont nos richesses et nos finalités de vie en société. Il faut de la croissance pour la croissance, c'est bien là qu'est le problème. Ce n'est pas tant l'indicateur qu'on peut critiquer en soi, mais plutôt ses usages en tant qu'indicateur de pilotage automatique de la vie publique et donc de nos vies individuelles. Cela pose un enjeu démocratique majeur dans nos sociétés.

La deuxième contingence, pour laquelle je suis engagée et aussi souvent critiquée, est la quantification. On peut véritablement le déplorer, mais nous sommes dans des sociétés qui sont extrêmement guettées par la « quantophrénie » c'est-à-dire des formes de frénésie de la mise en chiffres de toutes les réalités. D'un côté, c'est très commode pour les acteurs publics, car ils considèrent que les chiffres sont accrédités d'une forme de neutralité axiologique ou apolitique. C'est-à-dire que l'on peut les utiliser pour des actions publiques et qu'il n'y a plus besoin de réinjecter ni de la politique ni du débat public dans la question de la mesure.

Un autre aspect de la quantophrénie est lié à la valeur sociale du chiffre. Les chiffres sont en quelque sorte des arguments supérieurs qui supplantent toute autre forme d'argumentaire dans le débat public. C'est tout à fait flagrant, n'importe quel débat contradictoire se fait à coups de chiffres. Cette contingence, que l'on peut déplorer, est d'autant plus forte qu'elle repose sur des concepts flous. On parle de bien-être individuel ou collectif, de développement soutenable, de croissance différente, de qualité de vie... Et ce que je remarque, pour avoir participé à la commission de concertation sur les indicateurs du développement durable en France, c'est que nous ne prenons même plus le temps de réfléchir à une définition préalable de ces concepts très importants. Et finalement, ce sont les indicateurs qui finissent par incarner les concepts.

Au sujet du développement durable en France, je ne comprends pas bien encore la stratégie adoptée par les pouvoirs publics, mais je connais très bien les dix indicateurs phares qui constituent ce qu'est la stratégie du développement durable. Tout ceci pour vous dire que la question de la mesure n'est pas une question technique et qu'elle devrait être réappropriée par le monde du politique au sens très noble du terme.

Quelles formes doivent alors prendre ces indicateurs ? Comment produire

de la légitimité pour supplanter ceux qui sont extrêmement prégnants dans nos représentations collectives ? Il faut d'abord réfléchir à la spécificité de nouveaux indicateurs potentiels et essayer de trouver avec l'ensemble des acteurs ce qui fait leur spécificité. On voit bien que cela s'oppose à une légitimité liée à des formes d'universalisme qui sont extrêmement prééminentes dans les nouveaux formats d'indicateurs. Par exemple, le PNUD et son indicateur de développement humain (IDH), tout rudimentaire qu'il soit, a été fortement aidé par la manière universelle avec laquelle il était mesuré. Il pouvait donc s'appliquer indifféremment à la France, au Luxembourg ou à une région de l'Amazonie. Mais l'universalisme va souvent de pair avec une forme de domination dans la représentation que l'on impose à ce que l'on appelle la soutenabilité, et va de pair avec une forme d'ethnocentrisme dans ce que l'on renvoie comme représentation.

SUBSTITUALITÉ

Une autre question liée à la légitimité porte sur la forme de ces indicateurs et en particulier sur la question de la substituabilité. Un indicateur comme celui de la soutenabilité retenu par la commission Stiglitz renvoie à des dimensions qui relèvent à la fois de la question économique, de la question sociale, de la question environnementale. Cet indicateur monétarise l'ensemble de ces dimensions – et c'est le cas de l'épargne nette ajustée – produit des formes de substituabilité ●●●

"LES CHIFFRES SONT EN QUELQUE SORTE DES ARGUMENTS SUPÉRIEURS QUI SUPPLANTENT TOUTE AUTRE FORME D'ARGUMENTAIRE DANS LE DÉBAT PUBLIC."

"LA COMMISSION STIGLITZ ÉTAIT COMPOSÉE D'ÉCONOMISTES QUI ONT DONC D'ABORD MOBILISÉ LEURS CONCEPTS."

●●● implicites entre les dimensions et entre les variables qui les composent. Autrement dit, c'est une forme de liquidité complète entre les différentes dimensions !

Par exemple, l'épargne nette ajustée est un indicateur qui a été élaboré par la Banque mondiale et a été repris par la commission Stiglitz

comme indicateur phare de la soutenabilité. Il est composé de trois dimensions – le capital social, le capital économique et le capital environnemental – et fournit une monétarisation de ces trois capitaux, même s'ils sont non marchands. L'idée étant que l'on serait sur une trajectoire de soutenabilité tant que ce stock de capital ainsi mesuré

restait à un niveau soit constant, soit positif. Mais peut-on réfléchir à la soutenabilité en la réduisant à des questions de capitaux ? On voit bien que la commission Stiglitz était composée d'économistes qui ont donc d'abord mobilisé leurs concepts. De plus, la question de la monétarisation de l'environnement est essentielle dans le débat autour des nouveaux indicateurs et à même le vent en poupe à l'instar des résultats fournis par les rapports Sukhdev et Chevassus-au-Louis. Cela pose un réel problème d'éthique dans la volonté de tout monétiser, y compris des choses qui ne sont ni marchandes ni monétaires et qui ne le seront jamais. D'autre part, le capital social est uniquement restreint à la dépense d'éducation, ce qui semble un peu réducteur. Dès lors que ces indicateurs sont pensés en chambre par des scientifiques ou des technocrates, comme à la Banque mondiale, sans tenir compte de la parole de l'ensemble la société civile, ils fournissent une représentation étriquée du monde. ♦



Jérôme Blanc,
MAÎTRE DE CONFÉRENCES DE SCIENCES ÉCONOMIQUES
À L'UNIVERSITÉ DE LYON 2

Se réapproprier la monnaie

Les monnaies citoyennes, sociales, complémentaires, ou locales interrogent la manière dont on mesure habituellement la richesse. Un certain nombre de systèmes de monnaie locale que l'on connaît aujourd'hui sont issues d'un travail de critique du PIB et de la notion de richesse. Elles participent aussi du débat entre croissance et décroissance : les groupes locaux qui les animent ont en effet des réflexions assez fortes autour de la notion de décroissance. Il est non seulement question de mesurer, valoriser, donner des indications monétaires de la valeur des choses, mais il est aussi question d'agir, d'échanger, de modifier les comportements.

Sur la question de la valeur, par exemple, ces monnaies revalorisent des choses qui ne le sont pas suffisamment, tels que les comportements vertueux d'un point de vue écologique ou le bénévolat. Elles imposent aussi des formes de dévalorisation, en particulier de la monnaie elle-même. C'est assez paradoxal, car on utilise un outil qui est la monnaie mais en même temps on le tord, on le transforme, on le dévalorise. Ce qui se traduit par des systèmes de monnaie fondante, où les gens qui disposent de cette monnaie locale doivent payer une forme de taxe au bout d'un certain temps pour pouvoir continuer à l'utiliser, ce qui les incite à faire circuler rapidement cette monnaie.

RÉAPPROPRIATION CITOYENNE

Ces systèmes de monnaies renvoient à la question de la démocratisation puisque souvent l'enjeu est celui d'une réappropriation ci-

toyenne de la monnaie. L'idée consiste à construire une sorte de prise en main, d'autonomie, de contrôle sur des questions monétaires qui habituellement échappent complètement au citoyen.

Ce sont des systèmes qui sont généralement mis en œuvre par des groupes associatifs. Une monnaie de ce type circule de manière très particulière : elle doit circuler exclusivement dans l'espace d'un réseau socio-économique qui peut inclure des commerces et des entreprises. On peut identifier quatre grandes générations de ces monnaies depuis une trentaine d'années.

La première, ce sont notamment ce que l'on connaît en France sous la forme des systèmes d'échange local (SEL). Ce sont des groupes associatifs où les gens réalisent des échanges qui sont comptabilisés dans une monnaie interne, par exemple « le caillou » dans le quartier de la Croix-Rousse à Lyon. On y débite et crédite les comptes de chacun de la quantité de caillou correspondant à un échange.

La deuxième génération, ce sont les banques de temps, où les échanges se font à peu près de la même façon que dans les SEL, mais uniquement sur des services et uniquement comptabilisés en heures. Elles sont très peu répandues en France aujourd'hui, mais elles se sont développées au Québec sous la forme d'un système qui s'appelle « l'Accorderie », laquelle vient de s'implanter en France à Paris et Chambéry.

Les troisièmes et quatrièmes générations ont un rapport plus direct avec les questions environ-

nementales. La troisième génération ressemble assez fortement à la monnaie telle qu'on la voit habituellement : on utilise des billets de banque et qui portent une unité de compte, des symboles, etc.

INCITATIONS ETHIQUE ET FINANCIÈRE

A Romans, dans la Drôme, vous pouvez acheter en euros des bons locaux libellés en une unité qui s'appelle « la mesure » auprès d'une maison de quartier. L'idée c'est qu'en ayant cette monnaie locale, vous ne pouvez pas l'utiliser partout. Elle ne peut être utilisée qu'à Romans, dans le cercle des prestataires (association, petites entreprises et commerces, producteurs locaux de légumes etc.) qui sont référencés et acceptent cette monnaie.

Dans ces systèmes, les prestataires sont souvent sélectionnés, on n'accepte pas n'importe qui. Le filtrage se fait en fonction de critères qui respectent une charte précise. Il y a une incitation éthique et souvent une incitation financière. Si vous échangez 100 euros vous obtenez plus (par exemple, 110) en monnaie locale, ce qui permet d'avoir un pouvoir d'achat un peu augmenté. Au-delà, les gens qui l'utilisent ont été sensibilisés à la question et savent qu'en utilisant cette monnaie locale ils vont privilégier un certain type de commerces. Un des enjeux

de ces systèmes est ainsi l'information et la sensibilisation du public.

La quatrième génération, ce sont par exemple les monnaies SOL, qui sont principalement des systèmes de paiement électronique avec une carte similaire aux cartes de fidélité, utilisable comme moyen de paiement au sein d'un réseau d'entreprises qui partagent des valeurs équitables et solidaires.

Dans un contexte de crise financière et bancaire, une tentation militante consiste à croire qu'en changeant la monnaie, on peut changer le monde. Au-delà de cette sorte de risque d'ivresse monétaire, l'intérêt de ces systèmes est d'articuler une dimension participative citoyenne et des politiques publiques qui les appuient et les soutiennent financièrement pour leur donner de l'ampleur.

TAILLE CRITIQUE

L'une des difficultés pour toute monnaie citoyenne est d'obtenir suffisamment d'utilisateurs. Etre seul à avoir une monnaie cela ne sert à rien, un nombre élevé d'utilisateurs est une condition nécessaire pour que se développe une confiance méthodique, c'est-à-dire la confiance dans l'acceptation par autrui de la monnaie dont on dispose. Ainsi, pour avoir un impact suffisant, il faut qu'il y ait un nombre suffisant et rapidement atteint de prestataires et d'utilisateurs en général, ce qui

peut difficilement se faire sans un appui important des collectivités locales. A côté de cet enjeu important de taille critique, il y a aussi l'enjeu de la revendication d'appropriation de l'outil monétaire. Autrement dit, la construction par le bas de systèmes par des gens qui ont conscience des enjeux économiques qui les concernent. Cette dimension démocratique est très importante, c'est l'une des raisons d'être de ces monnaies citoyennes. ♦

ACTES (2/2)

- Cette vingt-deuxième note de travail de l'Idies est le compte rendu de la deuxième table ronde des quatrièmes rencontres annuelles de l'Idies, qui ont eu lieu le 10 novembre 2011, à Lyon, dans le cadre des Journées de l'économie. L'intégralité des débats est disponible sous format vidéo sur le site www.idies.org

- La première table ronde (sur la démocratisation de l'économie), a fait l'objet d'un compte rendu spécifique qui a également été publié sous la forme d'une note de travail. A télécharger sur le site www.idies.org, rubrique « Publications ».



« Les Chantiers de l'Idies » est une publication éditée par l'Institut pour le développement de l'information économique et sociale (Idies), une association à but non lucratif (loi 1901), domiciliée au 28, rue du Sentier, 75002 Paris.

Pour nous contacter : contact@idies.org

Pour en savoir plus : www.idies.org

Directeur de la publication : Philippe Frémeaux.

Rédaction : Laurent Jeanneau. Secrétariat de rédaction : Martine Dortée. Edité avec le soutien technique d'Alternatives Economiques.

Conception graphique : Christophe Durand (06 12 73 34 95).